

RETRAITE :

LE MARDI 13 JUILLET INTERPELONS LE GOUVERNEMENT !



Ces dernières semaines, en Dordogne comme dans toute la France, les salariés du public et du privé, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités se sont mobilisés de plus en plus massivement contre le projet de réforme des retraites, en particulier le 24 Juin 2010. Ils ont réaffirmé leur opposition au projet de réforme injuste et inacceptable du gouvernement notamment au report brutal des âges légaux à 62 et 67 ans.



Injuste, car la question de la répartition des richesses produites demeure centrale et ne peut être esquivée par le gouvernement en essayant de faire des "mesurettes" de diversion.



Inacceptable et inefficace car ce projet n'apporte aucune réponse aux besoins de financements qui devraient assurer la pérennité de notre système par répartition. Au contraire ce projet est basé sur l'allongement de la durée de travail, alors que celle-ci a démontré dans le passé son inefficacité.



Cette réforme n'apporte, par ailleurs, aucune réponse sur le plan de la pénibilité ni sur celui de la durée des études. Elle aggrave les inégalités entre les hommes et les femmes. Les organisations syndicales dénoncent la campagne médiatique précipitée du gouvernement qui travestit la réalité.



Cette réforme, une des plus dures d'Europe, arrive dans une situation économique dégradée où le chômage est en hausse continue et touche plus particulièrement les jeunes et les seniors.



Dans ce contexte, pour les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FSU, UNSA et Solidaires, la mobilisation des salariés, des jeunes, des retraités et demandeurs d'emploi doit déboucher sur une réforme qui, sans toucher à l'âge de départ à la retraite, ni à la durée de cotisations, assure à la fois l'avenir du système solidaire par répartition pour toutes les générations et le niveau des pensions. Cela est facilement réalisable en mettant à contribution, entre autres, les revenus financiers.

Elles appellent les salariés du privé et du public,
les demandeurs d'emploi et retraités
à un **rassemblement départemental**
devant la **préfecture de la Dordogne à Périgueux,**
mardi 13 juillet à 18 heures,
jour du Conseil des ministres qui examinera le projet de loi.



D'ores et déjà, elles les appellent à faire du 7 septembre prochain, jour de l'ouverture des débats à l'assemblée nationale, une journée nationale exceptionnelle de grèves et de manifestations.